

N° 1185.

---

**POLOGNE  
ET ROYAUME DES SERBES,  
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention commerciale avec protocole de signature, signée à Varsovie, le 23 octobre 1922, et procès-verbal relatif à l'échange des ratifications, signé à Varsovie, le 5 avril 1924.

---

**POLAND AND  
KINGDOM OF THE SERBS,  
CROATS AND SLOVENES**

Commercial Convention, with Protocol of Signature, signed at Warsaw, October 23, 1922, and Procès-verbal concerning the Exchange of Ratifications, signed at Warsaw, April 5, 1924.

N<sup>o</sup> 1185. — CONVENTION COMMERCIALE<sup>1</sup> ENTRE LA POLOGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, SIGNÉE A VARSOVIE, LE 23 OCTOBRE 1922.

---

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 mai 1926.*

---

LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS, d'une part, SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention commerciale, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF DE L'ÉTAT POLONAIS :

M. Henri STRASBURGER, gérant du Ministère de l'Industrie et du Commerce ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

D<sup>r</sup> Vélizar S. YANKOVITCH, ancien ministre, député,  
D<sup>r</sup> Slavko SEĆEROV, député,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

*Article premier.*

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, y jouiront relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils bénéficieront sous tous les rapports dans le territoire de l'autre Partie des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé.

*Article 2.*

Les ressortissants de chaque Partie contractante recevront sur le territoire de l'autre Partie contractante par rapport à leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, le même traitement que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

---

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 5 avril 1924.

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1185. — COMMERCIAL CONVENTION<sup>2</sup> BETWEEN POLAND AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 23, 1922.

*French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 27, 1926.*

THE HEAD OF THE POLISH STATE, of the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, of the other part, being equally desirous of promoting and extending commercial relations between the two countries, have resolved to conclude a Commercial Convention, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE POLISH STATE :

M. Henri STRASBURGER, Acting Head of the Ministry of Industry and Commerce ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Vélizar S. YANKOVITCH, former Minister, Deputy,  
Dr. Slavko SEĆEROV, Deputy,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, agreed upon the following Articles :

*Article 1.*

The nationals of either of the Contracting Parties, established or temporarily resident in the territory of the other Contracting Party, shall enjoy, as regards the carrying-on of trade and industry, the same rights as the nationals of the most favoured nation, and shall not be subjected to any other or higher taxation. They shall enjoy in the territory of the other Party the same rights, privileges, immunities, benefits and exemptions in all respects, as the nationals of the most favoured nation.

*Article 2.*

The nationals of each Contracting Party shall receive on the territory of the other Contracting Party, as regards their legal status, their movable and immovable property and their rights and interests, the same treatment as that accorded to the nationals of the most favoured nation.

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations.

<sup>2</sup> The exchange of ratifications took place at Warsaw, April 5, 1924.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes auront la faculté, en se conformant aux lois du pays, de faire valoir leurs droits sur le territoire de l'autre Partie; et notamment, ils auront le droit d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Ils auront la faculté de se servir pour la sauvegarde de leurs intérêts d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes.

*Article 3.*

Les sociétés commerciales et industrielles valablement constituées d'après les lois des Parties contractantes et qui ont leur siège social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue dans l'autre Partie, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des tribunaux soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Les sociétés anonymes ainsi que les autres sociétés commerciales et industrielles, qui en vertu des lois respectives sont constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y ont leur domicile, devront pour s'établir sur le territoire de l'autre Partie contractante et y exercer leur commerce et leur industrie, être préalablement admises par les autorités compétentes de l'autre pays.

Ils n'auront à payer, pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, dans le territoire de l'autre Partie contractante aucun impôt, taxe ou droit autres ou plus élevés que ceux perçus des sociétés nationales.

Restent valables les autorisations d'exercer une industrie ou un commerce acquis avant la mise en vigueur de cette convention.

*Article 4.*

Il est entendu, toutefois, que les stipulations énoncées dans les articles précédents, en tant qu'elles garantissent le traitement de la nation la plus favorisée, ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police, de sûreté générale et d'exercice de certains métiers et professions qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers.

*Article 5.*

Les droits et les taxes intérieures perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations qui grèvent ou grèveront la production, la préparation des marchandises ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles indigènes de même espèce ou ceux de la nation la plus favorisée.

*Article 6.*

Les ressortissants, ainsi que les sociétés civiles et commerciales de chacune des deux Parties contractantes ne pourront dans aucun des cas être soumis pour l'exercice du commerce et de l'industrie dans le territoire de l'autre Partie contractante, à des droits, taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés, que ceux qui sont ou seront exigés des nationaux.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et fonction officielle obligatoire. Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers.

The nationals of either of the Contracting Parties shall be entitled, provided that they comply with the laws of the country, to prosecute and defend their rights on the territory of the other Party and, in particular, to appear in court either as plaintiffs or defendants.

They shall be entitled to employ counsel or agents of their own choice to safeguard their interests.

*Article 3.*

Commercial and industrial corporations regularly constituted in accordance with the laws of one of the Contracting Parties, and having their headquarters within its territory, shall be recognised as legal entities in the territory of the other Contracting Party, provided that they are engaged in no illegal or immoral pursuits, and they shall have free and unimpeded access to the courts of justice either as plaintiffs or defendants, provided that they comply with the laws and regulations in force in the country.

Limited liability companies, as well as other commercial and industrial corporations, which are constituted in accordance with the relevant laws on the territory of one of the Contracting Parties and have their headquarters on that territory, shall, in order to establish themselves on the territory of the other Contracting Party and to carry on their trade and industry there, be required first to obtain permission from the competent authorities of the other country.

They shall not, in order to carry on their trade and industry in the territory of the other Contracting Party, be required to pay any imposts, taxes or duties other or higher than those imposed on the companies or corporations of that country.

Authorisations to carry on commerce or industry acquired before the coming into force of this Convention shall remain valid.

*Article 4.*

It is, however, understood that the stipulations set out in the preceding Articles, in so far as they guarantee most-favoured-nation treatment, shall not in any way affect such special laws, decrees and regulations concerning trade, industry, public order and security and the exercise of certain callings and professions, as are or may in future be in force in each of the two countries and as are applicable to all foreigners.

*Article 5.*

Internal duties and taxes which are or may be levied by the State, the communes or public bodies, in respect of the production or preparation of goods or the consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties, may not be imposed upon the products, goods or articles of the other country to a greater degree or in a more irksome manner than upon similar products, goods or articles of the country itself or of the most favoured nation.

*Article 6.*

The nationals and the non-trading and commercial corporations of each of the two Contracting Parties may not, under any circumstances, be subjected, as regards the carrying-on of their trade or industry in the territory of the other Contracting Party, to any duties, taxes, imposts or charges of any kind whatsoever, other or higher than those imposed on the nationals of the country concerned.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be exempt, within the territory of the other, from all military service and compulsory official duties. They shall not be liable either in time of peace or in time of war for any military contributions or requisitions other than those imposed upon nationals, and they shall be liable only to the same extent and on the same conditions.

*Article 7.*

Tous les produits du sol ou de l'industrie, originaires et en provenance de Pologne, qui seront importés dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et tous les produits du sol ou de l'industrie, originaires et en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui seront importés en Pologne, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit seront soumis pendant la durée de la présente Convention au traitement accordé à la nation la plus favorisée, et notamment ne pourront en aucun cas être soumis à des droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

Les exportations à destination d'une des Parties contractantes ne seront pas grevées par l'autre de droits ou taxes autres ou plus élevées qu'à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Parties contractantes s'engage donc à faire immédiatement et sans autres conditions profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou de toute réduction de droits ou de taxes qu'elle a déjà accordés ou pourrait par la suite accorder, sous les rapports susmentionnés à titre permanent ou temporaire à une tierce nation.

Etant donné que les produits naturels ou fabriqués, dont il est question dans cet article doivent être originaires des Etats contractants les autorités douanières auront la faculté d'en demander à l'entrée des certificats d'origine.

*Article 8.*

Les dispositions fixées par l'article précédent ne s'appliquent pas :

1<sup>o</sup> Aux privilèges qui seront accordés par une des Parties contractantes à un pays limitrophe pour faciliter le trafic-frontière dans les zones limitrophes, ne dépassant en règle quinze kilomètres et pour les habitants de certains districts de ces zones ;

2<sup>o</sup> Aux faveurs qui sont ou seront accordées par une des Parties contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière ;

3<sup>o</sup> Au régime provisoire douanier entre les parties : polonaise et allemande de la Haute-Silésie.

*Article 9.*

Les deux Parties contractantes conviennent que les marchandises originaires et en provenance de l'une des Parties contractantes ne seront pas grevées à leur entrée sur le territoire de l'autre Partie de coefficients de majoration, qui seraient imposés pour des motifs de la dépréciation de change du pays exportateur.

*Article 10.*

Les deux Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le trafic réciproque entre les deux pays par des prohibitions d'importation et d'exportation.

Outre les exceptions prévues dans la présente convention, il pourra être dérogé à la disposition mentionnée ci-dessus dans les cas suivants :

- a) Pour des raisons de sûreté d'Etat ;
- b) Pour des raisons de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux et des plantes utiles ;
- c) Pour les besoins de guerre dans les circonstances exceptionnelles ;
- d) En vue de l'application de la législation intérieure, en tant qu'elle défend ou restreint la production, le transport, la distribution ou la consommation de certains articles (monopoles qui existent ou qui seraient établis).

*Article 7.*

All natural and manufactured products originating in and coming from Poland and imported into the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and all natural and manufactured products, originating in and coming from the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and imported into Poland, which are intended either for consumption, warehousing, re-export or transit, shall be treated during the period of validity of the present Convention in the same manner as those of the most favoured nation. In particular, they may not under any circumstances be subjected to other or higher duties than those levied on the natural or manufactured products of the most favoured nation.

Exports intended for one of the Contracting Parties shall not be subjected by the other to duties or taxes other or higher than those imposed on the same articles when exported to the country which is most favoured in this respect.

Each of the Contracting Parties undertakes, therefore, to extend immediately and unconditionally to the other all benefits, privileges or rebates of duties or taxes which it has already granted, or may subsequently grant in the above connection, either permanently or temporarily, to a third State.

Since the natural or manufactured products referred to in this Article must originate in the territory of the Contracting Parties, the Customs authorities shall, in respect of such products, be entitled to require certificates of origin on importation.

*Article 8.*

The provisions of the preceding Article shall not apply :

(1) To privileges which may be granted by one of the Contracting Parties to a neighbouring State with the object of facilitating frontier traffic in the frontier zones, which shall, as a rule, not exceed fifteen kilometres in breadth, and to the inhabitants of certain districts within these zones ;

(2) To the benefits which are or may be granted by one of the Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs union ;

(3) To the provisional Customs regime established between the Polish and German portions of Upper Silesia.

*Article 9.*

The two Contracting Parties agree not to levy on goods originating in, and coming from, the territory of one of the Contracting Parties coefficients of increase imposed owing to currency depreciation in the exporting country when such goods are imported into the territory of the other Contracting Party.

*Article 10.*

The two Contracting Parties agree not to impede trade between the two countries by import or export prohibitions.

In addition to exceptions provided for in the present Convention, the above provision may be set aside on the following grounds :

(a) For reasons of national security ;

(b) For reasons of public health or for the protection of animals and useful plants ;

(c) Owing to the exigencies of war and in emergencies ;

(d) With a view to carrying national laws into effect in so far as they may prohibit or restrict the production, transport, distribution or consumption of certain articles (existing or future monopolies).

D'autres restrictions ou prohibitions ne seront maintenues que pendant le temps et dans la mesure absolument nécessités par les conditions économiques actuelles.

Au cas de l'établissement de nouvelles restrictions ou prohibitions d'importation ou d'exportation, celles-ci n'entreront en vigueur que deux mois après leur publication et ne seront pas applicables aux livraisons dont il sera prouvé qu'elles ont été commandées avant cette publication.

Les deux Parties contractantes se déclarent d'accord qu'en appliquant les prohibitions et les restrictions d'importation et d'exportation en vigueur sur leurs territoires respectifs, ainsi qu'en accordant les permis d'importation et d'exportation elles tiendront compte, dans la mesure du possible, des besoins de l'autre Partie.

#### Article 11.

Sous obligations de réexportation ou de réimportation dans le délai d'un an et de la preuve d'identité, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1<sup>o</sup> Pour les échantillons passibles de droits de douane, y compris ceux des voyageurs de commerce ;

2<sup>o</sup> Pour les objets destinés aux expériences, aux essais, aux expositions ou aux concours.

#### Article 12.

Les deux Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois postaux, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux pays seront réciproquement exemptes de tout droit de douane. Aucune des deux Parties contractantes ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite. Le transit de marchandises pourra être prohibé :

a) Pour des raisons de sûreté d'Etat ;

b) Pour des raisons de police sanitaire ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux ;

c) Pour les besoins de guerre, dans les circonstances exceptionnelles ;

d) Pour les contrefaçons et les marchandises qui dans un des Etats contractants font l'objet d'un monopole d'Etat.

#### Article 13.

Les négociants, industriels et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs, ressortissants d'un des deux pays, qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle conforme au modèle annexé, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit sans payer aucune taxe de patente, de faire dans l'autre pays des achats pour leur commerce ou fabrication et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons opérant la vente de leurs articles ou faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais il leur est interdit de colporter des marchandises, à moins d'autorisation donnée conformément à la législation du pays où ils voyageront.

Les échantillons ou modèles importés par lesdits industriels et commis voyageurs, seront de part et d'autre admis en franchise de tout droit d'entrée et de sortie. La réexportation des échantillons et modèles, dans le délai d'un an, devra être garantie, soit par le dépôt (en espèces) au bureau de douane d'entrée du montant des droits applicables, soit par une caution valable.



Other restrictions or prohibitions shall only be enforced for such time and in such measure as may be absolutely essential in view of present economic conditions.

In the event of any new import or export restrictions or prohibitions being introduced, these shall not come into force until two months after publication, and shall not apply to consignments proved to have been ordered before such publication.

The two Contracting Parties agree that, in applying the import and export prohibitions and restrictions in force in their respective countries, and in granting import and export permits, they will as far as possible take the needs of the other Party into account.

#### *Article 11.*

Subject to the obligation of re-exportation or re-importation within a period of one year and to the furnishing of proof of identity, freedom from import and export duties shall be accorded reciprocally :

- (1) To samples liable to Customs duty, including commercial travellers' samples ;
- (2) To articles intended for tests, trials, exhibitions or competitions.

#### *Article 12.*

Both Contracting Parties agree to accord each other freedom of transit over the lines of communication most suitable for international transit, for persons, baggage, goods and articles of every kind, postal matter, vessels, boats, carriages, wagons or other means of transport, and shall guarantee to each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of every kind crossing one of the two countries shall be reciprocally exempt from all Customs duties. Neither of the two Contracting Parties shall, however, be bound to ensure the transit of travellers who are forbidden to enter its territory. The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons of national security ;
- (b) For reasons of public health, or as a precaution against diseases of animals or plants ;
- (c) Owing to the exigencies of war and in emergencies ;
- (d) In the case of counterfeiting of goods and goods which constitute a State monopoly in one of the contracting countries.

#### *Article 13.*

Merchants, manufacturers and other producers belonging to one of the two countries and their commercial travellers who are nationals of one of the two countries and prove, by the production of a trading certificate in conformity with the specimen annexed hereto, issued by the competent authorities of their country, that they are authorised to carry on their business or industry and that they pay the legally established taxes and dues in that country, shall be entitled, without payment of any trading licence fee, to make purchases in the other country for their business or manufacture, and to solicit orders from persons or firms engaged in the re-sale of their articles or using such articles in the exercise of their profession. They may carry samples or models, but they may not hawk goods without an authorisation issued in accordance with the laws of the country in which they are travelling.

Samples or models imported by the said manufacturers and commercial travellers shall be exempted by both Parties from any import and export duties. Re-exportation of the samples and models within one year must be guaranteed either by the deposit of the prescribed amount of duty (in cash) at the Customs office of entry, or by the provision of adequate security.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, chacune des Parties contractantes se réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

*Article 14.*

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement sur leurs territoires en tout ce qui concerne les diverses formalités administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

*Article 15.*

Dans les ports des deux pays, les bateaux des deux Parties contractantes, ainsi que leurs équipages et leurs cargaisons, leurs passagers et leurs bagages, seront traités sur le pied d'une parfaite égalité, tant en ce qui concerne les taxes générales ou spéciales qu'en ce qui concerne le classement des bateaux, les facilités pour leur amarrage, pour leur chargement ou leur déchargement, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les bateaux de commerce, leurs cargaisons et leurs équipages, leurs passagers et leurs bagages.

Chacune des Parties contractantes s'engage à reconnaître tous les diplômes et autres documents de navire de l'autre Partie contractante.

Les privilèges et droits énumérés ci-dessus ne s'étendent pas :

- a)* Aux lois spéciales de protection de la marine de commerce nationale ;
- b)* Aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautique et aux navires de plaisance ;
- c)* Au service des ports et au cabotage réservés à la marine nationale ;
- d)* A la pêche nationale.

Les deux Parties contractantes accepteront pour le tonnage des bateaux respectifs les certificats de jauge délivrés conformément aux lois respectives de chaque pays.

*Article 16.*

Les deux Parties contractantes se garantissent, dans leurs rapports réciproques en matière de tarifs des chemins de fer, le traitement de la nation la plus favorisée.

*Article 17.*

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

La présente convention restera obligatoire pendant une année à partir du jour de son entrée en vigueur.

Après l'expiration de ce délai, elle sera prorogée par voie de tacite reconduction et, à partir du jour de sa dénonciation par une des Parties contractantes, restera en vigueur encore trois mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Varsovie, en double expédition, vingt trois octobre mil neuf cent vingt deux.

(Signé) HENRI STRASBURGER.

(Signé) D<sup>r</sup> VELIZAR YANKOVITCH.

(Signé) D<sup>r</sup> SLAVKO SEĆEROV.

The above clause shall not apply to itinerant tradesmen, or to hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in industry or trade, each of the Contracting Parties retaining full legislative freedom in this matter.

*Article 14.*

The two Contracting Parties guarantee to each other most-favoured-nation treatment within their respective territories as regards the various administrative or other formalities necessitated by the application of the provisions of the present Convention.

*Article 15.*

In the ports of both countries, the ships of the two Contracting Parties, their crews, cargoes, passengers and luggage, shall be treated on terms of absolute equality as regards general or special charges, the classification of ships, facilities for mooring, lading or unloading, or any regulations whatsoever to which trading vessels, their cargoes and crews, their passengers and luggage may be subjected.

Each of the two Contracting Parties undertakes to recognise all certificates and other ship's papers issued by the other Contracting Party.

The privileges and rights enumerated above shall not apply in connection with :

- (a) Special laws for the protection of the national mercantile marine ;
- (b) Special concessions accorded to societies for aquatic sports and to pleasure craft ;
- (c) Port services and coasting trade reserved to the national mercantile marine ;
- (d) The national fisheries.

With regard to the tonnage of their respective ships, each of the two Contracting Parties shall accept the tonnage certificates issued by the other in accordance with its own laws.

*Article 16.*

The two Contracting Parties shall guarantee to each other most-favoured-nation treatment in their mutual relations in the matter of railway transport rates.

*Article 17.*

The present Convention shall be ratified and shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications, which shall take place as soon as possible at Warsaw.

The present Convention shall remain binding for a period of one year reckoned from the date of its coming into force.

On the expiration of this period it shall be renewed by tacit agreement, and it shall continue in force for a period of three months after being denounced by one of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Warsaw on the twenty-third day of October, 1922.

(Signed) HENRI STRASBURGER.

(Signed) Dr. VELIZAR YANKOVITCH.

(Signed) Dr. SLAVKO SEĆEROV.

## ANNEXE.

## CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année.....

Valable en Pologne et au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Porteur (prénom et nom de famille) .....

Fait à ..... le (jour, mois, année) .....

(Sceau)

(Autorité compétente)

Signature :

Il est certifié que le porteur de la présente carte possède un (désignation de la fabrique ou du commerce)..... à ..... sous la raison sociale.....  
 ..... est employé, comme voyageur de commerce dans la maison ..... à .....  
 qui y possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) .....

Le porteur de la présente carte, désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison (des maisons) suivante (suivantes) (désignation de la fabrique ou du commerce) ..... à ....., il est certifié, en outre, que ladite maison est tenue (lesdites maisons sont tenues) d'acquitter dans ce pays des impôts légaux pour exercice de son (leur) commerce (industrie).

Signalement du porteur :

Signes particuliers ..... Age .....

Taille ..... Cheveux .....

Signature :

Avis. — Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée (des maisons susmentionnées). Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera d'ailleurs aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

## ANNEX.

## TRADING CERTIFICATE FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

For the year .....

Valid for Poland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

Bearer (Christian names and surname).....

Given at ..... on (day, month, year) .....

(Seal)

Signature .....

(Issuing authority).

It is hereby certified that the bearer of the present certificate possesses a (description of factory or business) ..... in ..... known as ..... is employed as a commercial traveller by the firm of ..... in ..... which possesses a (description of factory or business) ..... there.

Since the bearer of the present certificate proposes to solicit custom and make purchases on behalf of his firm, and likewise of the following firm(s) (description of factory or business) ..... in ....., it is further declared, that the legally established taxes must be paid in respect of the business activities of the aforementioned firm(s) in this country.

Description of bearer.

Special characteristics ..... Age .....

Height ..... Hair .....

Signature :

N. B. — The bearer of the present certificate is only entitled to solicit custom and to make purchases as a commercial traveller and on behalf of the aforesaid firm(s). He may take with him samples, but not goods. Further, he must comply with the regulations in force in each State.

## PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Ce jour, le 23 octobre 1922, au Ministère de l'Industrie et du Commerce, à Varsovie. Sont présents :

## POUR LA POLOGNE :

- M. Henri STRASBURGER, gérant du Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
- M. Z. OKĘCKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Pologne à Belgrade ;
- M. O. WĘCŁAWOWICZ, chef de division au Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
- M. K. KASPERSKI, conseiller au Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
- M. S. HEMPEL, conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères ;
- M. S. ZALEWSKI, premier rapporteur au Ministère des Affaires étrangères ;
- M. B. BIEGA, rapporteur au Ministère des Affaires étrangères ;
- M. H. MÜNNICH, rapporteur au Ministère de l'Industrie et du Commerce ;

## POUR LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

- M. V. YANKOVITCH, ancien ministre, député ;
- M. S. SEĆEROV, député ;
- M. G. TODOROWITCH, directeur de département au Ministère des Affaires étrangères ;
- M. M. RADOSAVLEVIC, chef de section au Ministère de l'Industrie et du Commerce ;
- M. J. ZIVKOVIC, chef de section au Ministère des Finances ;
- M. V. STOJKOVIC, chef de section au Ministère de l'Agriculture.

Avant de procéder à la signature de la Convention commerciale entre la Pologne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

1<sup>o</sup> Les deux Parties contractantes prendront les mesures nécessaires afin d'établir aussitôt que possible la communication directe par chemins de fer des personnes et des marchandises entre la Pologne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

A cette fin, les administrations de chemins de fer de la Pologne et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'adresseront aux administrations de chemins de fer des Etats situés entre la Pologne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, avec la proposition de conclure une convention générale de chemins de fer et, pendant les négociations relatives, ils se serviront d'un appui mutuel.

2<sup>o</sup> Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à permettre aux ressortissants polonais qui vendent leurs immeubles sur son territoire, au cas où ils quittent le royaume, d'exporter avec eux la monnaie de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes provenant de cette vente.

3<sup>o</sup> Les deux Parties contractantes se réservent le droit de régler le régime de passeports pour l'étranger.

4<sup>o</sup> Au cas de différend entre les deux Parties concernant l'interprétation ou l'application des stipulations ci-dessus formulées, ils pourront être réglés, à la demande de l'une des Parties, par une cour d'arbitrage.

Cette cour d'arbitrage sera composée de la façon suivante : chaque Partie nomme un de ses ressortissants comme juge et les deux Parties choisissent comme arbitre un ressortissant d'un tiers Etat ami. Les deux Parties se réservent la faculté de s'entendre dans un temps prévu sur la personne de l'arbitre.

En ce qui concerne la procédure de la cour, les deux Parties conviennent, dans le premier différend, la cour d'arbitrage aura lieu sur le territoire du pays défendeur ; dans le second cas, sur le territoire de l'autre Partie, et de cette manière, alternativement, sur le territoire de l'une des deux Parties, dans un endroit qui sera fixé d'avance par la Partie

## PROTOCOL OF SIGNATURE.

This twenty-third day of October, 1922, at the Ministry of Industry and Commerce at Warsaw.  
Present :

## FOR POLAND :

- M. Henryk STRASBURGER, Acting Head of the Ministry of Industry and Commerce ;
- M. Z. ORECKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland at Belgrade ;
- M. O. WĘCŁAWOWICZ, Head of Department in the Ministry of Industry and Commerce ;
- M. K. KASPERSKI, Counsellor at the Ministry of Industry and Commerce ;
- M. S. HEMPEL, Counsellor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs ;
- M. S. ZALEWSKI, Senior Advisory Officer in the Ministry of Foreign Affairs ;
- M. B. BIEGA, Advisory Officer in the Ministry of Foreign Affairs ;
- M. H. MÜNNICH, Advisory Officer in the Ministry of Industry and Commerce ;

## FOR THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

- M. V. YANKOVITCH, Ex-Minister, Deputy ;
- M. S. SEĆEROV, Deputy ;
- M. G. TODOROWITCH, Head of Department in the Ministry of Foreign Affairs ;
- M. M. RADOSAVLEVIC, Chief of Section in the Ministry of Industry and Commerce ;
- M. J. ZIVKOVIC, Chief of Section in the Ministry of Finance ;
- M. V. STOJKOVIC, Chief of Section in the Ministry of Agriculture.

Before proceeding to sign the Commercial Convention between Poland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, the undersigned agreed as follows :

(1) The two Contracting Parties shall take the necessary steps to establish, as soon as possible, through railway communication for passengers and goods between Poland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

With this end in view, the railway administrations of Poland and of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall approach the railway administrations of the countries between Poland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes with proposals for the conclusion of a general railway Convention, and they shall mutually assist each other during negotiations on this subject.

(2) The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes to allow Polish nationals selling their immovable property on its territory to take with them the Serb-Croat-Slovene money obtained by such sale, in the event of their leaving the Kingdom.

(3) The two Contracting Parties reserve the right to frame their own regulations as regards the issue of passports for foreign countries.

(4) Should any dispute arise between the two Contracting Parties as to the interpretation or the application of the above provisions, such disputes shall, at the request of either Party, be settled by a Court of Arbitration.

This Court of Arbitration shall be constituted as follows : Each of the Contracting Parties shall appoint one of its nationals as arbitrator, and the two Contracting Parties shall choose an umpire who shall be a national of a third friendly State. It shall be open to the two Contracting Parties to agree on the choice of the umpire within a period to be determined.

As regards the procedure of the Court the two Parties agree that, on the occasion of a first dispute, the Court of Arbitration shall sit in the territory of the defendant country, in the second case in the territory of the other Party, and so on alternately in the territory of each of the two Parties, at a place to be determined beforehand by the Party concerned.

respective. Celle-ci sera chargée de désigner le bureau et le personnel auxiliaire nécessaire pour son fonctionnement.

L'arbitre est président de la cour d'arbitrage qui statue à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront soit pour un seul cas, soit en général sur la procédure de la cour d'arbitrage.

Faute d'accord, la cour d'arbitrage fixe elle-même son règlement.

Au cas où aucune des Parties contractantes ne soulève d'objections, la procédure peut être faite par écrit et dans ce cas il peut être dérogé aux dispositions de l'alinéa 3.

En ce qui concerne la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités des deux Parties contractantes auxquelles la cour d'arbitrage se serait adressée sont tenues de lui accorder toute assistance judiciaire de la même manière qu'aux tribunaux civils du pays.

5° Les prohibitions en vigueur en Pologne se trouvent énumérées dans les Numéros suivants du journal officiel (*Monitor Polski*) de Pologne :

Les prohibitions d'importation : N° 45, du 24 février 1922. Les prohibitions d'exportation : N° 177, du 7 août 1922 ; N° 216, du 23 septembre 1922.

Les prohibitions d'exportation en vigueur dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes se trouvent énumérées dans les numéros suivants du Journal Officiel (*Stuzbene Novine*) du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

N° 215, du 22 septembre 1921 ; N° 153, du 17 juillet 1922.

6° Les deux Parties contractantes appliqueront les articles 1 et 3 de la présente convention avec la plus grande bienveillance pour leurs ressortissants respectifs.

7° Les deux Parties contractantes s'engagent à entamer dans le plus bref délai les négociations concernant l'étude des mesures nécessaires pour restituer réciproquement leurs wagons et leurs wagons-citernes se trouvant sur leurs territoires.

8° Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à ne pas établir des restrictions concernant l'exportation de minerais de manganèse et de chrome, de mercure, d'antimoine et de peaux brutes.

9° La Pologne s'engage à délivrer les permis d'importation du vin d'origine et en provenance du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans les limites des besoins de consommation de son pays.

La Pologne s'engage à accorder des permis d'exportation de sucre de betterave dans les limites du contingent d'exportation général qui sera fixé par le Gouvernement de Pologne.

La Pologne déclare avoir l'intention d'abolir dans le plus bref délai les restrictions concernant l'exportation des huiles pour graissage des cylindres et des huiles vulcain.

La Pologne se déclare prête à accorder au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes les permis d'exportation, dans le délai d'un an, de 500 citernes du pétrole brut de Boryslaw dans les citernes fournies par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, sous la condition de l'achat simultané, dans les raffineries polonaises, de 1000 wagons de produits de pétrole, y compris, au moins : 300 wagons d'huiles de gaz, 50 wagons de paraffine, 250 wagons de pétrole, 200 wagons d'huiles de graissage légères, 50 wagons d'huiles de graissage lourdes.

Le Gouvernement polonais consent que dans la quantité de 1000 wagons soient inclus 400 wagons d'huiles pour graissage des cylindres et d'huiles vulcain, dans lequel cas le nombre ci-dessus serait proportionnellement réduit.

Les permis d'exportation du pétrole brut seront délivrés successivement par quantité de 20 citernes, après présentation des documents prouvant l'achat et le paiement d'une quantité double des produits pétroliers. Le Gouvernement du Royaume des Serbes,



The latter shall be responsible for appointing the officers of the Court and any supplementary staff necessary for its work.

The umpire shall be President of the Court of Arbitration, which shall take its decisions by a majority vote.

The Contracting Parties shall agree, either in individual cases, or generally, upon the procedure of the Court of Arbitration.

Failing agreement, the procedure shall be settled by the Court itself.

If neither of the Contracting Parties raises any objection, the proceedings may be conducted in writing and, in this case, the provisions of paragraph 3 may be waived.

As regards the summoning and hearing of witnesses and experts, the authorities of the two Contracting Parties approached by the Court of Arbitration shall be required to give it the same assistance in judicial matters as they would give to the civil courts of their own country.

(5) The prohibitions in force in Poland are enumerated in the following issues of the Polish Official Journal (*Monitor Polski*) :

Import prohibitions: Issue No. 45 of February 24, 1922. Export prohibitions: Issue No. 177 of August 7, 1922; Issue No. 216 of September 23, 1922.

The export prohibitions in force in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes are enumerated in the following issues of the Official Journal (*Službene Novine*) of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Issue No. 215 of September 22, 1921; Issue No. 153 of July 17, 1922.

(6) The two Contracting Parties shall apply Articles 1 and 3 of the present Convention in as liberal a manner as possible to their respective nationals.

(7) The two Contracting Parties undertake to open negotiations as soon as possible with the object of devising measures for the return of the wagons and tank wagons of the one Party from the territory of the other.

(8) The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes undertakes to impose no restrictions on the export of manganese and chromium ores, mercury, antimony and raw hides.

(9) Poland undertakes to issue import permits for wine originating in, and coming from, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, up to the quantity required for home consumption.

Poland undertakes to grant export permits for beet sugar, within the limits of the general export quota to be fixed by the Polish Government.

Poland declares her intention of removing as soon as possible the restrictions on the export of cylinder oils and vulcan oils.

Poland expresses her readiness to grant within one year to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes export permits for 500 tanks of raw Boryslaw petroleum in the tank wagons supplied by the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, subject to the condition that 1,000 wagon-loads of petroleum products including at least 300 wagon-loads of gas oils, 50 wagon-loads of paraffin, 250 wagon-loads of petroleum, 200 wagon-loads of light lubricating oils and 50 wagon-loads of heavy lubricating oils, are bought at the same time in Polish refineries.

The Polish Government gives its consent to the inclusion, in the consignment of 1,000 wagon-loads, of 400 wagon-loads of cylinder oils and vulcan oils, in which case the number given above would be proportionately reduced.

Export permits for raw petroleum will be issued for 20 tank wagons at a time, on production of documentary evidence of the purchase and payment of double that quantity of petroleum products. The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes

Croates et Slovènes s'engage à présenter des documents prouvant que le pétrole brut acheté en Pologne est exporté au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

(Signé) HENRYK STRASBURGER.

(Signé) OKĘCKI.

(Signé) U. WĘCŁAWOWICZ.

(Signé) S. HEMPEL.

(Signé) B. BIEGA.

(Signé) D<sup>r</sup> MÜNNICH.

(Signé) D<sup>r</sup> VELIZAVE S. JANKOVITCH.

(Signé) D<sup>r</sup> MARKO SEĆEROV.

(Signé) D<sup>r</sup> GEORGES V. TODOROVITCH.

(Signé) D<sup>r</sup> MILAN RADOSAVLEVIC.

(Signé) JAROS ZIVKOVIC.

(Signé) D<sup>r</sup> VELIMIR STOYKOVITCH.

#### PROCÈS-VERBAL RELATIF A L'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS

Les soussignés s'étant réunis au Ministère des Affaires étrangères, à Varsovie, pour procéder à l'échange des ratifications de Son Excellence le Président de la République polonaise et de Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes sur la Convention commerciale entre la Pologne et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, signée à Varsovie le 23 octobre 1922, les instruments ont été produits et ayant été après examen trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

Les plénipotentiaires soussignés croient nécessaire de constater que, par l'échange de notes entre la Légation de Pologne à Béograd, en date du 27 février P/155/23, et le Ministère des Affaires étrangères à Béograd, en date du 2 juin 1923, Pov. N<sup>o</sup> 5152, l'amendement a été apporté au texte de la première partie de l'article premier de la convention commerciale, en remplaçant le mot «nationaux» dudit article par la formule «ressortissants de la nation la plus favorisée». Ainsi la rédaction définitive de l'article en question est la suivante :

« Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, y jouiront relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils bénéficieront sous tous les rapports dans le territoire de l'autre Partie des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé. »

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 5 avril 1924.

(Signé) MAURZYCY ZAMOYSKI.

(Signé) J. SIMITCH.

undertakes to produce documentary evidence to show that the raw petroleum purchased in Poland is exported to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

(Signed) HENRYK STRASBURGER.  
 (Signed) OKECKI.  
 (Signed) U. WEŁAWOWICZ.  
 (Signed) S. HEMPEL.  
 (Signed) B. BIEGA.  
 (Signed) Dr. MÜNNICH.  
 (Signed) Dr. VELIZAVE S. JANKOVITCH.  
 (Signed) Dr. MARKO SEĆEROV.  
 (Signed) Dr. GEORGES V. TODOROVITCH.  
 (Signed) Dr. MILAN RADOSAVLEVIC.  
 (Signed) JAROS ZIVKOVIC.  
 (Signed) Dr. VELIMIR STOYKOVITCH.

#### PROCÈS-VERBAL CONCERNING THE EXCHANGE OF RATIFICATIONS.

The undersigned have met at the Ministry of Foreign Affairs at Warsaw to exchange the ratifications by His Excellency the Head of the Polish State and by His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, relative to the Commercial Convention between Poland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes signed at Warsaw on October 23, 1922. The instruments having been exhibited and found in good and due form upon examination, the exchange has taken place.

The undersigned Plenipotentiaries consider it necessary to place on record that by the exchange of notes between the Polish Legation at Belgrade, dated February 27, P/155/23, and the Ministry of Foreign Affairs at Belgrade, dated June 2, 1923, Pov. No. 5152, an amendment has been made to the text of the first part of Article 1 of the Commercial Convention, the word "nationals" in that article being replaced by the expression "nationals of the most favoured nation". The final text of the Article in question is therefore as follows :

"The nationals of either of the Contracting Parties, established or temporarily resident in the territory of the other Contracting Party, shall enjoy, as regards the carrying-on of trade and industry, the same rights as the nationals of the most favoured nation, and shall not be subject to any other or higher taxation. They shall enjoy in the territory of the other Party the same rights, privileges, immunities, benefits and exemptions in all respects, as the nationals of the most favoured nation."

In faith whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have drawn up the present procès-verbal and have thereto affixed their seals.

Done at Warsaw in duplicate on April 5, 1924.

(Signed) MAURYCY ZAMOYSKI  
 (Signed) J. SIMITCH.

